



NATIONS UNIES

OCT 7 1980

ASSEMBLEE  
GENERALEDistr.  
GENERALEA/C.5/35/32  
20 octobre 1980  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Trente-cinquième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 91 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

Création d'un groupe des systèmes d'information au Département  
des affaires économiques et sociales internationalesRapport du Secrétaire général

## RESUME

Le présent rapport a été établi en application de la section I de la résolution 34/233 de l'Assemblée générale pour rendre compte de la prolongation de la phase expérimentale du projet relatif au Système d'information pour le développement qui a été créé au sein du Groupe des systèmes d'information du Département des affaires économiques et sociales internationales et pour fournir des renseignements sur l'utilisation qui a été faite de ce système afin que l'Assemblée générale puisse décider à sa trente-cinquième session s'il y a lieu ou non de maintenir le Groupe des systèmes d'information.

Le Système d'information pour le développement est un système informatisé qui permet d'accéder rapidement aux rapports et aux études qui ont été produits par le Département des affaires économiques et sociales internationales, le Département de la coopération technique pour le développement et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains ou qui ont été établis pour leur compte mais qui n'ont pas été publiés. La base de données du Système d'information pour le développement, qui comprend actuellement environ 3 100 références et qui s'accroît régulièrement, constitue un répertoire institutionnel des travaux effectués par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social.

Dans le présent document, on explique de façon succincte l'importance des activités de diffusion de l'information pour la réalisation effective des programmes de développement économique et social, on expose brièvement les méthodes utilisées pour mettre en place le Système d'information pour le développement, on décrit les activités entreprises par le Groupe des systèmes d'information au cours de la phase de prolongation du projet pilote en 1980 et on donne un aperçu général des activités

qui pourraient être entreprises en 1980-1982, au cas où l'Assemblée générale déciderait de maintenir ce système. Au moment où ce rapport a été établi, aucune contribution extra-budgétaire n'avait été proposée en vue de prolonger le cas échéant les activités du Système au-delà de 1980.

Dans le présent rapport, on a également analysé l'utilisation qui a été faite des services de diffusion fournis par le Groupe des services d'information au cours de 1980 en indiquant notamment dans quelle mesure les gouvernements ainsi que les institutions compétentes en matière de développement économique et social ont fait appel à ces services.

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
SIGLES ET ACRONYMES .....		5
I. HISTORIQUE .....	1 - 8	7
II. ROLE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE DEVELOP- PEMENT INTERNATIONAL .....	9 - 11	9
III. CREATION DU GROUPE DES SYSTEMES D'INFORMATION ....	12 - 29	10
1. Mise en place du Système d'information pour le développement .....	14 - 25	11
a) Sélection et collecte des documents .....	16 - 17	11
b) Thésaurus des termes d'indexage .....	18 - 20	11
c) Adaptation et utilisation du Système .....	21 - 23	12
d) Constitution et utilisation des fichiers automatisés .....	24 - 25	13
2. Appui technique aux activités de diffusion de l'information .....	26 - 29	13
IV. ACTIVITES ENTREPRISES EN 1980 .....	30 - 37	15
a) Rassemblement et mise sur ordinateur de documents du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de la coopération technique pour le développement .....	32 - 33	15
b) Diffusion de renseignements sur le Système d'information pour le développement .....	34 - 35	16
c) Services fournis et évaluation de l'utili- sation faite du Système .....	36 - 37	16
V. PROFILS DES USAGERS.....	38 - 47	17
a) Questionnaire .....	39 - 45	17
b) Démonstration et entrevues .....	46 - 47	19

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
VI. EVALUATION .....	48 - 64	21
VII. ACTIVITES POSSIBLES EN 1981-1982 .....	65	24
VIII. COUTS ESTIMATIFS .....	66 - 75	26
1. Dépenses prévues pour 1980 .....	66 - 70	26
2. Coûts estimatifs pour 1981 .....	71 - 75	28

## ANNEXE

RESUME ET CONCLUSIONS DU RAPPORT D'EVALUATION DE L'UNESCO SUR  
LE SYSTEME D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT

/...

SIGLES ET ACRONYMES

AGRIS	Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles (FAO)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne)
ARKISYST	Système d'information pour l'architecture (UNESCO)
CCI	Corps commun d'inspection
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEA	Commission économique pour l'Afrique (Addis-Abeba)
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale (Beyrouth)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine (Santiago)
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok)
CIC	Centre international de calcul (Genève)
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale (Santiago)
CPC	Comité du programme et de la coordination
CRDI	Centre canadien de recherches pour le développement international (Ottawa)
DEVSIIS	Système international d'information scientifique pour le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome)
INFOTERRA	Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (PNUE)
INIS	Système international de documentation nucléaire (AIEA)
ISO	Organisation internationale de normalisation (Genève)
MINISIS	Ensemble de programmes pour mini-ordinateurs mis au point par le Centre international de recherches sur le développement

/...

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail (Genève)
PASI	Projet d'amélioration des systèmes d'information (PNUD)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement (New York)
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement (Nairobi)
POPINS	Système international d'information démographique (ONU)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris)
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Vienne)
UNISIST	Système mondial d'information scientifique et technologique (UNESCO)

/...

## I. HISTORIQUE

1. Au départ, la création du Groupe des services d'information 1/ au sein du Département des affaires économiques et sociales internationales a été proposée par le Secrétaire général à la seizième session du Comité du programme et de la coordination (CPC) en 1976 parce que l'on s'est rendu compte de la nécessité d'utiliser de façon plus rationnelle l'information contenue dans de nombreux rapports et études qui sont produits par l'Organisation des Nations Unies mais qui ne sont pas publiés, afin d'assurer l'accès aux renseignements nécessaires à la planification des projets et des programmes. Il est impossible de tirer pleinement parti de la somme considérable de connaissances et de données d'expérience que renferment ces documents non publiés si on ne dispose pas d'un mécanisme permettant de les classer, de les retrouver et de leur assurer une large diffusion. Le fait de disposer d'un tel mécanisme pour accomplir ces tâches permettrait d'assurer que les nouveaux travaux qu'il est décidé d'entreprendre complètent ceux qui ont été effectués antérieurement.
2. Le Groupe a été constitué pour une période d'essai de deux ans après que la recommandation relative à sa création ait été approuvée par l'Assemblée générale en décembre 1977 dans la section V de sa résolution 32/212. Il a été proposé que les activités du Groupe soient financées pendant la période d'essai, au moyen de ressources extra-budgétaires. L'Assemblée générale a également demandé qu'un rapport d'activité soit présenté en ce qui concerne les travaux exécutés en 1978 par le Groupe, de façon à ce qu'elle puisse décider s'il y a lieu ou non d'utiliser un ordinateur en 1979.
3. A sa trente-troisième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/33/4) sur les activités du Groupe en 1978 et a autorisé ce dernier à utiliser un ordinateur (sect. II de la résolution 33/116 A). Dans cette résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, lors de sa trente-quatrième session, des résultats des deux années d'opération du Groupe des systèmes d'information, en tenant compte des conclusions et recommandations du CPC, du Corps commun d'inspection (CCI) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). L'Assemblée générale a également demandé au Secrétaire général d'indiquer dans ce rapport le coût estimatif du lancement des activités du Groupe.
4. A sa dix-huitième session, en septembre 1978, le CPC a étudié le système d'information pour le développement dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1980-1983 et a fait remarquer que même si le maintien de ce système dépendait d'une décision de l'Assemblée générale en 1979, ses activités et celles du Département de la coopération technique pour le développement, relatives à la diffusion des rapports découlant de l'exécution des projets de coopération technique, étaient complémentaires et devraient être coordonnées ou intégrées 2/.

---

1/ Précédemment appelé Groupe des services documentaires.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 38 (A/33/38), par. 671.

5. Le CCI a procédé à l'examen des travaux du Groupe en avril 1979 3/. Le CCI a estimé qu'il fallait avant tout déterminer dans quelle mesure on avait besoin du système informatisé d'information pour le développement qui avait été créé par le Groupe pour permettre d'accéder rapidement aux rapports et études intéressant le développement économique et social qui avaient été établis par l'Organisation des Nations Unies ou pour son compte mais qui n'avaient pas été publiés. Le CCI a conclu qu'il était nécessaire de prolonger d'un an la phase expérimentale pour pouvoir déterminer l'utilité de système d'information pour le développement sur la base de l'emploi qui en aura été fait et il a proposé de faire contrôler attentivement cette utilisation au moyen de méthodes statistiques éprouvées afin de pouvoir présenter les résultats de ce contrôle à l'Assemblée générale. Le CCI a également indiqué qu'il pourrait être utile de soumettre ce système, pour examen et observations au Bureau interorganisations pour les systèmes d'information.

6. A sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale a examiné les rapports du Secrétaire général 4/ et du CCQAB 5/ et du CCI sur la création du Groupe des systèmes d'information au sein du Département des affaires économiques et sociales internationales et a décidé dans sa résolution 34/233 I, sous réserve que des contributions volontaires supplémentaires soient disponibles, de prolonger d'un an le projet pilote du Groupe des systèmes d'information, de faire surveiller attentivement l'utilisation du système pilote au moyen de méthodes statistiques éprouvées, et de soumettre ce système, pour examen et observations au Bureau interorganisations pour les systèmes d'information, un rapport sur les résultats de cet examen devant être distribué aux délégations au plus tard le 1er août 1980, de façon que l'Assemblée générale puisse déterminer à sa trente-cinquième session s'il y a lieu ou non de maintenir le Groupe des systèmes d'informations.

7. Bien que, comme il est indiqué plus haut, l'Assemblée générale ait décidé "de soumettre le Système d'information pour le développement", pour examen et observations, au Bureau interorganisations pour les systèmes d'information", celui-ci n'a pas été en mesure d'inscrire cet examen à son programme de travail pour 1980 parce qu'il ne s'est pas réuni depuis l'adoption de cette résolution

---

3/ Rapport sur le Groupe des services documentaires du Département des affaires économiques et sociales internationales (JIU/REP/79/12).

4/ A/C.5/34/5.

5/ A/34/7/Add.2.



par l'Assemblée générale. Le Bureau ne pourrait examiner cette question qu'à sa prochaine réunion qui doit avoir lieu du 26 au 28 novembre 1980 à Genève 6/. Toutefois, afin de répondre aux désirs de l'Assemblée générale qui souhaitait qu'il soit procédé à une étude indépendante pour déterminer dans quelle mesure le Système d'information pour le développement pouvait remplir son rôle et était compatible avec d'autres systèmes ayant des objectifs similaires, le Secrétaire général a demandé à l'UNESCO - dont le programme d'information général a évalué d'autres systèmes d'information d'organisations des Nations Unies comme AGRIS et INFOTERRA - de procéder à une évaluation du Système d'information pour le développement. Les conclusions de cette évaluation, dont le texte intégral est à la disposition de tous les Etats Membres intéressés, sont résumées dans une annexe au présent rapport.

8. On trouvera dans les paragraphes qui suivent une description des activités entreprises par le Groupe en matière de diffusion de l'information aux fins de la planification et de l'exécution rationnelles des programmes de développement économique et social entrepris par l'Organisation des Nations Unies. Les réponses à un questionnaire visant à déterminer le volume et la nature de l'utilisation pouvant être faite du système y sont également présentées.

## II. ROLE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

9. Les gouvernements et les organismes internationaux sont de plus en plus conscients de l'importance qu'il y a à faciliter l'accès à l'information technique nécessaire pour assurer le succès des programmes de développement international. Par exemple, l'échange et la diffusion de l'information constituent l'un des domaines prioritaires recommandés à Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, à la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement et à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement 7/.

10. Sur les plans national et régional, le fait que l'on s'est rendu compte de la nécessité de disposer d'informations intéressant spécialement les questions de développement a conduit à la création de plusieurs systèmes d'information basés sur l'envoi de missions. Par exemple, la CEPAL est en train de mettre sur pied un programme expérimental visant à relier tous les services d'information des ministères de la planification des pays d'Amérique latine dans le cadre d'un

---

6/ Ce point a été souligné lors de la réunion du Comité d'organisation du Comité administratif de coordination en mars 1980 [ACC/1980/25, par. 2 o)].

7/ Comme il est indiqué dans les paragraphes 12 et 13 du document A/C.5/35/5, cette prise de conscience a conduit à la création de systèmes d'information technique tels qu'INFOTERRA (PNUE), AGRIS (FAO), INIS (AIEA), la Banque de données industrielles et techniques (ONU), le Projet d'amélioration des systèmes d'information, PASI (PNUD) et le Système international d'information démographique, POPINS (ONU).

réseau décentralisé coordonné par le Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES). Au Canada, le Centre international de recherches pour le développement a créé le Système international d'information scientifique pour le développement (DEVSI) dont la base de données comporte des références à des documents intéressants le développement provenant du Canada, de République fédérale d'Allemagne, d'Union soviétique, d'Indonésie, du Maroc et des Pays-Bas. En Asie, le Pakistan et les Philippines sont en train de mettre sur pied des systèmes d'information pour le développement inspirés du système DEVSI. En Afrique, la CEA a l'intention de créer un système d'information utilisant les mêmes méthodes que le système DEVSI permettant d'accéder rapidement à la documentation relative au développement (Programme DEVSI pour l'Afrique) et la CEAO envisage de créer un système similaire pour l'Asie occidentale.

11. Outre leur participation aux activités internationales d'échange et de diffusion d'informations, les organisations prennent aussi de plus en plus conscience de la nécessité de rationaliser leurs mécanismes internes afin de mieux tirer parti de la documentation qu'elles rassemblent et produisent, car si elles ne disposent pas de moyens de rechercher et d'utiliser leurs propres mémoires internes, elles ne peuvent espérer être efficaces dans l'exécution de leurs programmes. En créant le Système d'information pour le développement, le Département des affaires économiques et sociales internationales a essayé de constituer une mémoire institutionnelle rassemblant l'information relative aux activités de développement qu'il entreprend sur le plan international.

### III. CREATION DU GROUPE DES SYSTEMES D'INFORMATION

12. La présente section décrit brièvement les mesures prises et les méthodes utilisées pour créer le Groupe. Le Groupe des systèmes d'information a été créé en mars 1978 au Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et transféré ensuite au Bureau du Sous-Secrétaire général à la planification des programmes et à la coordination du Département des affaires économiques et sociales internationales, à qui avaient été confiées des responsabilités spéciales dans le domaine de la planification et de la coordination des programmes pour l'ensemble du système des Nations Unies.

13. Les activités du Groupe ont été axées sur deux domaines : a) l'établissement d'un système d'information - à savoir le Système d'information pour le développement <sup>8/</sup> - afin d'assurer l'accès aux rapports et études non publiés touchant au développement et établis par ou à l'intention des Nations Unies; b) la coordination et la coopération avec les services organiques intervenant dans les activités d'analyse et de diffusion de l'information.

---

<sup>8/</sup> Approuvé par le Conseil des systèmes informatiques le 23 juin 1977.

## 1. Mise en place du Système d'information pour le développement

14. Lors de la mise en place du Système d'information pour le développement, on s'est efforcé tout particulièrement d'utiliser des techniques et des méthodes éprouvées en mettant à profit des études pertinentes telle l'étude de faisabilité réalisée pour le Système international d'information scientifique pour le développement (DEVSI) par une équipe d'experts internationaux qui ont déterminé les éléments d'information nécessaires pour constituer ce type de système, et la façon de les traiter 9/.

15. Pour assurer la cohérence du système avec ceux des organismes des Nations Unies et sa compatibilité avec les systèmes connexes, on a adopté des directives et des normes internationales comparables à celles qui figurent dans le Manuel de références de l'UNISIST pour les descriptions bibliographiques exploitables par ordinateur et celles de l'ISO pour la normalisation des noms géographiques.

### a) Sélection et collecte des documents

16. Pour choisir les documents devant être inclus dans le Système, on a retenu deux critères principaux : a) les documents ne doivent pas avoir été publiés, de façon que les activités du Groupe des systèmes d'information complètent celles de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, qui rassemble et diffuse les documents publiés; b) il doit y avoir pour ces documents une demande potentielle, qui est fonction de la valeur et de l'ampleur des renseignements qu'ils contiennent. On a estimé que les utilisateurs potentiels des documents seraient des fonctionnaires des Nations Unies et des consultants exerçant des activités techniques dans des domaines spécialisés ou des régions déterminées, les commissions régionales, d'autres organismes des Nations Unies et les gouvernements.

17. Dans le souci de s'attacher à retenir les travaux les plus importants de chaque unité participante, il a été décidé que le choix serait effectué par les divisions ou services responsables de l'établissement des documents. Des procédures de collecte ont été établies, qui prévoient que les documents seront traités le plus rapidement possible et renvoyés au fonctionnaire les ayant communiqués. Les informations ainsi sélectionnées figurent pour la plupart dans des mémoires techniques, des études, des rapports de mission et des rapports sur des projets.

### b) Thésaurus des termes d'indexage

18. Un thésaurus des termes utilisés pour retrouver l'information est indispensable pour assurer l'efficacité d'un système et sa compatibilité avec les systèmes connexes de stockage et de recherche de l'information. En vue d'économiser au maximum les ressources nécessaires au lancement du projet et d'assurer dès le

---

9/ DEVSI : The Preliminary Design of an International Information System for the Development Sciences, établi par l'équipe d'étude du DEVSI pour le compte des organisations parrainant le Système (CRDI, OIT, OCDE, PNUD, UNESCO et ONU).

départ une compatibilité maximale avec les autres systèmes, il a été décidé d'utiliser le Macrothesaurus : Liste des principaux descripteurs relatifs au développement économique et social, mis au point par l'OCDE et largement utilisé par les organismes des Nations Unies ainsi que par des institutions nationales <sup>10/</sup>.

19. Pour prendre cette décision, on s'était assuré, en faisant l'inventaire du contenu de quelque 1 000 documents sélectionnés en vue de leur introduction dans le système, que les termes du Macrothesaurus étaient compatibles avec le Système. En outre, des lacunes ont été constatées et des termes nouveaux ont été proposés pour inclusion dans la version révisée du Macrothesaurus, intitulée Macrothesaurus pour le traitement de l'information relative au développement économique et social, qui a été élaborée et publiée par l'OCDE au début de 1979 avec le concours du Groupe des systèmes d'information et d'autres institutions rattachées à l'ONU, notamment l'OIT, l'ONUDI, le PNUD et le CLADES. Il s'ensuit que les termes utilisés pour rechercher les données introduites dans le Système d'information pour le développement sont maintenant compatibles avec la terminologie de tous les systèmes mis au point par des utilisateurs du Macrothesaurus, celui de l'OIT notamment (ou LABORDOC). La plupart des termes du Macrothesaurus ont été inscrits sur la liste provisoire de descripteurs du Système d'information bibliographique (UNBIS) nouvellement créé.

20. Le Macrothesaurus présente un autre avantage : étant multilingue, il peut être utilisé pour l'indexage dans quatre langues officielles de l'ONU (anglais, arabe, espagnol et français), ce qui est un gros atout pour un système qui est censé servir à tous les Etats Membres de l'ONU.

c) Adaptation et utilisation du Système

21. Au lieu de donner une forme entièrement nouvelle au Système d'information pour le développement, on a passé en revue les systèmes existants et l'on s'est inspiré d'autres systèmes qui avaient fait leurs preuves. Il a été décidé d'informatiser le système de façon à assurer une recherche rapide de l'information et à le relier efficacement à d'autres systèmes connexes.

22. Dans le cadre du projet, on a mis à l'essai un système informatisé de gestion des bases de données bibliographiques, intitulé MINISIS, récemment mis au point par le Centre canadien de recherches pour le développement international (CRDI), qui fonctionne sur mini-ordinateur; ces essais se sont avérés concluants. Le système MINISIS est déjà utilisé par le Bureau international du Travail à Genève et va être mis en place au sein de la Commission économique pour l'Afrique. Il est utilisé par ailleurs par un certain nombre d'institutions nationales de développement, tant dans les pays développés qu'en développement.

---

<sup>10/</sup> FAO, OIT, ONUDI, PNUD, CEA, CEPAL, CESAP, OCDE et diverses institutions d'Argentine, Canada, Egypte, Guatemala, Pérou, République fédérale d'Allemagne, Uruguay et Venezuela.

23. Le système informatisé était entièrement installé à la mi-mai 1979; il comportait un terminal-imprimante (matériel loué) relié par une ligne téléphonique à un mini-ordinateur utilisé en temps partagé.

d) Constitution et utilisation des fichiers automatisés

24. Chaque document sélectionné aux fins d'inclusion dans le Système est décrit à l'aide d'un certain nombre d'éléments de recherche (auteur, organisation auquel il est rattaché, titre, conférence ou réunion, thème, pays, langue dans laquelle est rédigé le document, numéro du projet, coût du projet, localisation du document) et d'un résumé analytique de 100 à 150 mots. Les résumés analytiques et l'indexage sont réalisés par des fonctionnaires qualifiés du Groupe. Bien que l'on mette en place progressivement un système consistant à faire établir un résumé analytique en même temps que le document, le Groupe devra préparer ces résumés lorsqu'ils n'existeront pas et choisir des descripteurs appropriés. Les données sont informatisées directement à l'aide d'un terminal d'ordinateur. L'ensemble des renseignements bibliographiques, y compris le résumé analytique, peuvent être introduits à raison de 10 à 12 éléments à l'heure.

25. Les données informatisées sont utilisées pour la recherche directe de l'information et pour fournir un certain nombre de services, notamment : a) des index de documents par sujet, auteur, titre, numéro du projet et pays, entre autres éléments; b) des bibliographies spécialisées; c) un service d'information sur les nouvelles entrées; d) l'orientation vers d'autres sources ou la communication de renseignements non bibliographiques.

2. Appui technique aux activités de diffusion de l'information

26. Le Groupe a offert ses compétences techniques pour plusieurs activités relatives aux systèmes d'information au sein du Département, notamment pour l'étude sur le réseau d'information technologique réalisée en vue de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, ainsi que pour la conception et la mise en oeuvre du Système international d'information démographique.

27. Le Groupe a également prêté son concours au PNUE pour l'évaluation de son système INFOTERRA et au Groupe de travail chargé de l'évaluation du programme de travail du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. Le Groupe a également participé, à titre de membre de l'équipe d'étude, au programme DEVSIS/Afrique. Il entretient par ailleurs d'étroites relations avec le CLADES, qui utilise déjà un système d'information automatisé compatible avec celui du Groupe.

28. Vu l'importance qu'attachent les gouvernements à la coopération entre organisations en matière de systèmes d'information, le Groupe a collaboré avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) en vue d'informatiser la collection de documents du Centre. Le premier grand travail

/...

obtenu à partir de cette base de données a été la bibliographie des rapports et films, présenté à la Commission des établissements humains et distribué par le Centre aux Etats Membres. La bibliographie comportait 1 200 entrées environ avec, pour chaque document, un index par auteur, sujet, institution et lieu géographique.

29. La compatibilité entre les activités de diffusion de l'information du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains est donc assurée, ce qui permet à chacune des unités d'avoir facilement accès aux résultats des travaux de l'autre.

/...

## IV. ACTIVITES ENTREPRISES EN 1980

30. En 1980, les activités du Groupe ont été principalement consacrées au Système d'information pour le développement. En raison d'une réduction de ses effectifs de personnel spécialisé au début de 1980, le Groupe a dû restreindre ses activités consultatives en ce qui concerne les travaux intéressant les systèmes d'information entrepris par le Département ainsi que ses activités en matière de coopération interorganisations. Des dispositions seront prises en ce qui concerne l'appui futur à apporter à ces activités une fois qu'une décision aura été prise concernant l'avenir du Groupe.

31. Les activités entreprises par le Groupe au cours de 1980 ont consisté principalement à :

a) Rassembler et mettre sur ordinateur des documents provenant du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de la coopération technique pour le développement;

b) Diffuser des informations sur le Système d'information pour le développement et les services qu'il fournit grâce à la distribution de collections de documents et à des démonstrations du Système;

c) Fournir des services à partir du Système et évaluer l'utilisation faite de ce système comme l'a demandé l'Assemblée générale.

a) Rassemblement et mise sur ordinateur de documents du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de la coopération technique pour le développement

32. Le mécanisme mis au point antérieurement pour rassembler la documentation et la mettre sur ordinateur fonctionne désormais de façon régulière et assure un flot de travail continu au sein du Groupe. Une partie importante de la base de données du Système d'information pour le développement est constituée de références aux nombreux rapports élaborés par le Département de la coopération technique ou pour son compte dans des domaines tels que la prospection et la mise en valeur des ressources minérales et des ressources en eau, l'administration publique, les ressources énergétiques et les transports. Ces rapports sont principalement établis à la suite de projets financés par le PNUD. La documentation informatisée a permis d'obtenir des données de sortie - classées par région, par pays, par numéro de projet et par sujets - qui étaient nécessaires au Département de la coopération technique pour le développement pour l'aider à planifier plus efficacement ses programmes.

33. Outre la documentation provenant du Département de la coopération technique pour le développement, des documents appropriés qui avaient été établis par la Division de la population, le Bureau de l'économie et de la technologie des océans et le Bureau de statistique sans avoir été publiés ont également été intégrés dans le Système. Afin de rationaliser le processus de mise sur ordinateur, les résumés des rapports établis par le Bureau de statistique sont actuellement rédigés, à

/...

titre expérimental, par des fonctionnaires de ce bureau plutôt que par des membres du Groupe des services d'information. Etant donné la bonne qualité des résumés qui ont été préparés par le Bureau de statistique jusqu'à présent, il semblerait qu'il soit possible d'avoir recours à cette méthode pour rationaliser la préparation des apports à intégrer dans le Système. Sur la base de cette expérience, on a l'intention de laisser à d'autres divisions et bureaux qui apportent des contributions à la base de données le soin de rédiger leurs propres résumés pour le Système.

b) Diffusion de renseignements sur le Système d'information pour le développement

34. Afin de renseigner les usagers éventuels sur les services fournis par le Système d'information pour le développement, on a constitué une pochette de documentation comprenant une brochure imprimée, un spécimen de la revue Development Information Abstracts et un questionnaire, qui a été distribuée à toutes les missions auprès de l'Organisation des Nations Unies, à tous les représentants résidents du PNUD, aux commissions régionales, aux fonctionnaires intéressés des services organiques du Secrétariat, aux organisations du système des Nations Unies, aux gouvernements des Etats Membres et à de nombreux établissements de recherche qui s'occupent de développement économique et social dans le monde entier. Au total, environ 1 500 pochettes ont été distribuées. Il était demandé dans le questionnaire si le destinataire souhaitait faire partie du réseau de distribution du Système et recevoir les éditions ultérieures de la revue Development Information Abstracts, des bibliographies spécialisées ou un exemplaire de la base de données sous une forme assimilable par une machine.

35. Un autre moyen efficace de faire connaître le Système a consisté à faire des démonstrations de ses capacités de recherche en direct. Ces démonstrations ont été effectuées devant un nombre aussi élevé que possible de représentants de gouvernements et de chercheurs. On en a également organisé à l'intention de fonctionnaires de divers organismes : CESAP, CEA, FISE, Université des Nations Unies, Banque mondiale, PNUD, FNUAP, ONU, etc.

c) Services fournis et évaluation de l'utilisation faite du Système

36. Conformément à la section I de la résolution 34/233 de l'Assemblée générale, on a relevé l'utilisation qui a été faite du Système et des services fournis par le Groupe des services d'information au cours des quatre mois qui se sont écoulés depuis que la pochette d'information a été distribuée au début de mai 1980. Au 1er septembre 1980, sur les 1 000 bibliographies spécialisées qui avaient été demandées dans les réponses au questionnaire, environ 400 avaient été établies par ordinateur ou envoyées. Chaque bibliographie contient en moyenne 35 citations et comprend un résumé de 100 à 150 mots pour chaque document cité. En outre, le nombre des documents distribués aux usagers sur leur demande dépassait largement la centaine et on s'attendait à ce qu'il augmente considérablement dans un proche avenir lorsque les destinataires des bibliographies spécialisées demanderont les documents indiqués dans ces bibliographies. On est actuellement en train d'établir

/...



les 600 bibliographies restantes au rythme d'environ 75 par semaine. Sans l'aide d'un ordinateur, la compilation d'un millier de bibliographies spécialisées pourrait demander jusqu'à 40 années de travail de spécialiste (à raison de deux semaines environ par bibliographie).

37. Grâce au questionnaire qu'il a distribué, le Groupe a pu déterminer la nature et le volume de l'utilisation pouvant être faite au Système d'information pour le développement et dresser des profils des usagers. Les réponses au questionnaire ont permis au Groupe de constituer une liste de quelque 500 institutions dans le monde entier auxquelles pourrait être envoyée la revue Development Information Abstracts. Un aperçu des résultats de l'enquête figure dans la section V. Ces résultats semblent indiquer que les usagers manifestent un intérêt croissant pour les services fournis par le Groupe.

#### V. PROFILS DES USAGERS

38. On a pu établir des profils des usagers grâce a) au questionnaire qui a été distribué, b) aux démonstrations du Système qui avaient été effectuées et c) à des entretiens avec les personnes qui ont rendu visite au Groupe.

##### a) Questionnaire

39. Ce questionnaire, qui a été envoyé à environ 1 500 institutions dans le monde entier au début de mai 1980 avait pour but d'évaluer l'intérêt que suscitaient le Système d'information pour le développement et les services fournis par le Groupe et d'obtenir des renseignements sur la nature de l'information et des services demandés par les usagers. Afin de se faire une idée des usagers potentiels du Système, les renseignements figurant dans les 318 réponses qui avaient été reçues au 1er juillet 1980 ont été analysés en les classant :

- a) Par type d'institution ayant envoyé la réponse;
- b) Par domaines d'intérêt;
- c) Par types de services demandés;
- d) Par région de résidence.

##### Type d'institution

40. Les organisations intergouvernementales manifestent un vif intérêt pour l'échange de renseignements sur les résultats des activités de développement. Les réponses reçues des représentants résidents du PNUD, des commissions régionales ainsi que des services du siège et des bureaux régionaux des organismes du système des Nations Unies, représentent environ un tiers du total des réponses reçues (102). L'enquête a suscité un intérêt considérable à un niveau élevé au sein des gouvernements. Au total, 72 réponses ont été reçues de divers ministères et de missions auprès de l'Organisation des Nations Unies. Parmi les 79 instituts de

/...

recherche qui ont répondu, nombreux sont ceux qui ont été créés spécialement pour étudier des problèmes de développement. Le nombre de réponses reçues d'universités et d'autres établissements d'enseignement (65) semblerait indiquer que les théoriciens soient désireux de mieux connaître les applications pratiques des sciences du développement.

#### Domaines d'intérêt indiqués

41. Environ un tiers des institutions qui ont répondu au questionnaire ont déclaré qu'elles s'intéressaient à tous les aspects du développement économique et social. Chacune des institutions restantes a mentionné plusieurs domaines qui faisaient pratiquement tous l'objet de données du fichier central du Système d'information pour le développement. Les domaines dans lesquels ces enquêtes ont indiqué que leurs besoins en matière d'information étaient les plus grands sont les suivants :

Agriculture (y compris la sylviculture, la pêche, l'économie agricole, le développement agricole et les agro-industries)	45
Economie (y compris la planification économique, l'intégration économique et le nouvel ordre économique international)	40
Techniques appropriées et transfert de technique	38
Systèmes et services d'information (y compris les systèmes d'information sur la science et la technique et le développement)	36
Enseignement général et professionnel	35
Développement rural	33
Population et démographie	30
Etablissements humains (y compris le logement et l'urbanisation)	30
Questions sociales (y compris la sociologie, la protection sociale, la jeunesse, l'enfance, la rééducation et la pauvreté)	30
Energie	29
Développement industriel	29
Aménagement urbain et planification régionale et nationale	28
Planification et gestion du développement et stratégie de développement	25
Approvisionnement en eau et assainissement	20

/...

42. Pour ce qui est des autres domaines d'intérêts, 18 institutions ont indiqué qu'elles s'intéressaient aux statistiques, 18 à l'approvisionnement en produits alimentaires, 15 à la santé et à la nutrition, 14 à la main-d'oeuvre et à l'emploi, 14 à l'environnement, 13 à la gestion et à l'évaluation des projets, 12 aux méthodes de financement et aux services bancaires, 12 aux femmes, 12 aux transports et communications, 10 aux échanges commerciaux, 9 à l'informatique, 8 à l'administration publique, 8 aux ressources naturelles, 8 aux sociétés transnationales, 7 à la politique scientifique et technique et à la recherche et 6 aux migrations.

#### Types de services demandés

43. Toutes les institutions qui ont répondu au questionnaire ont indiqué qu'elles souhaitaient recevoir à l'avenir la revue Development Information Abstracts. Plus de 1 000 bibliographies spécialisées ont été demandées (265 institutions ont demandé chacune plusieurs bibliographies dans leurs domaines d'intérêt). On a été surpris par le nombre élevé d'institutions (58) qui ont demandé un exemplaire de la base de données sous la forme d'une bande magnétique assimilable par une machine; par ailleurs, 133 autres institutions ont indiqué qu'elles souhaiteraient recevoir ultérieurement une de ces bandes. Quatre institutions en Amérique du Nord ont indiqué qu'elles souhaiteraient avoir directement accès à la base de données par liaison téléphonique.

44. Comme il est indiqué au paragraphe 36, l'un des services qui a été rendu aux usagers sur leur demande a consisté à leur fournir des exemplaires des documents cités dans la base de données. Le Groupe étudiera les moyens d'assurer un service efficace de distribution de documents sur la base du nombre de demandes qu'il recevra à l'avenir.

#### Région de résidence

45. On a procédé à l'analyse des réponses en fonction de la région de résidence sur la base du pourcentage des questionnaires ayant reçu une réponse au 1er juillet. C'est en Asie et dans le Pacifique et en Amérique latine qu'on a enregistré le taux le plus élevé (38 p. 100 et 26 p. 100 respectivement). En ce qui concerne les autres régions, ce taux a été de 20 p. 100 pour l'Europe, de 19 p. 100 pour l'Amérique du Nord, de 18 p. 100 pour l'Afrique et de 5 p. 100 pour le Moyen-Orient.

#### b) Démonstrations et entrevues

46. Des démonstrations ont été organisées à l'intention des chefs de département et de division du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. D'une manière générale, ceux-ci ont estimé que le Système était utile pour l'exécution des activités de leurs services respectifs. Des démonstrations ont également été effectuées à l'intention de représentants des gouvernements tant à New York qu'à la session de la Commission des établissements humains qui a eu lieu à Mexico en mai dernier. Ils ont également exprimé le désir de recevoir régulièrement

/...

des produits de la base de données. Un grand nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils souhaitaient créer des systèmes analogues dans leurs propres pays afin de faciliter l'accès à l'information relative aux activités de développement au niveau national.

47. Grâce aux efforts qu'il a déployés pour faire connaître le Système d'information pour le développement, le Groupe des systèmes d'information est désormais bien informé des besoins de ses usagers potentiels. Le Groupe est convaincu qu'il peut y satisfaire en s'employant à accroître la taille et la portée de sa base de données, à distribuer régulièrement la revue Development Information Abstracts pour maintenir les usagers au courant, à fournir d'autres services d'information comme par exemple des services de recherche en direct et à établir des bibliographies spécialisées.

/...

## VI. EVALUATION

48. Les paragraphes ci-après indiquent comment le Groupe des systèmes d'information s'est efforcé de faire en sorte que le Système d'information pour le développement atteigne ses objectifs de façon efficace et économique. Les éléments du Système sont évalués en fonction des critères généralement retenus pour l'évaluation des systèmes d'information, à savoir a) coût-utilité, b) compatibilité avec les systèmes connexes, c) fiabilité des éléments du Système, et d) adéquation aux besoins des utilisateurs.

a) Coût-utilité

49. Logiciel. L'ensemble de programmes MINISIS utilisé par le Groupe des systèmes d'information pour exploiter le Système d'information pour le développement est l'un des systèmes d'exploitation des bases de données bibliographiques les plus efficaces et les plus économiques fonctionnant sur un mini-ordinateur. En outre, le logiciel MINISIS ayant été mis gracieusement à la disposition de l'ONU et n'ayant nécessité aucune adaptation, aucun frais n'a été encouru pour la mise au point du Système.

50. Matériel. Le Système d'information pour le développement fonctionne sur un mini-ordinateur bon marché. De nombreuses organisations ayant des services de diffusion de l'information peu importants se sont aperçu qu'il était beaucoup plus économique d'acquérir un mini-ordinateur que d'utiliser un ordinateur de plus grande puissance. Le coût de l'utilisation en temps partagé d'un grand ordinateur pour les besoins du Système d'information pour le développement a été évalué à environ 40 000 dollars par an. Le prix d'achat d'un mini-ordinateur adapté aux besoins s'élèverait approximativement à 75 000 dollars, soit 15 000 dollars par an pendant 5 ans. Des spécialistes n'étant pas nécessaires pour l'entretien de ce type de matériel, des économies sont également réalisées au niveau des effectifs. Un dispositif perfectionné pour la préparation des textes pouvant être utilisé avec le matériel choisi pour le Groupe des systèmes d'information, la location d'une machine de traitement des mots n'est pas nécessaire, ce qui permet de réaliser encore une économie de plus de 7 000 dollars par an.

51. Langage d'indexage et de recherche

Le Groupe des systèmes d'information a évité les frais qu'aurait entraînés l'établissement d'un thésaurus des termes utilisés pour retrouver l'information en adoptant le Macrothésaurus, qui est déjà utilisé par de nombreuses autres institutions s'occupant du développement international. Un exemplaire du Macrothésaurus sous une forme se prêtant à la lecture électronique a été mis à la disposition du Groupe par l'OCDE.

52. Données comprises dans les fichiers informatisés. Le Reference Manual for Machine-Readable Bibliographic Descriptions de l'UNISIST, tel qu'il est appliqué pour le DEVSIS, a été adopté pour la description bibliographique des rapports référencés dans la base de données du Système d'information pour le développement. Aucune dépense n'a donc dû être engagée pour définir la façon dont les données devaient être présentées.

/...

b) Compatibilité

53. Logiciel. Le nombre d'organisations, tant au sein qu'en dehors des Nations Unies, utilisant le logiciel MINISIS choisi par le Groupe des systèmes d'information, ou un logiciel compatible avec ce dernier (ISIS), s'accroît régulièrement. Au sein des Nations Unies, l'OIT et la CEA utilisent le logiciel MINISIS et l'UNESCO, la FAO, le CIC, l'ONUDI et la CEPAL le logiciel ISIS. L'échange de données entre ces systèmes et le Groupe des systèmes d'information a été facilité par le choix du MINISIS pour le Système d'information pour le développement. L'échange d'informations avec d'autres systèmes peut également s'effectuer, avec très peu de programmation, par le recours à une bande magnétique conformément aux normes fixées par l'Organisation internationale de normalisation. Par exemple, une telle bande magnétique a été fournie à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et a été convertie pour être lue par le système UNBIS. On prévoit de fournir régulièrement des bandes de ce genre à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld.

54. Langage d'indexage et de recherche. Le Groupe des systèmes d'information a choisi le Macrothésaurus pour être compatible avec ses nombreux autres utilisateurs travaillant dans le domaine du développement économique et social (voir par. 18, note 9). La plupart des termes figurant dans le Macrothésaurus figurent également dans le projet de liste des descripteurs (Draft List of Descriptors) de l'UNBIS, ce qui facilite les échanges d'informations entre l'UNBIS et le Système d'information pour le développement.

55. Données comprises dans les fichiers informatisés. Le Reference Manual for Machine-Readable Bibliographic Descriptions de l'UNISIST a été conçu pour des systèmes d'information informatisés comme le Système d'information pour le développement. On s'efforce actuellement à l'échelon international, sous la direction de l'UNESCO, de mettre au point une présentation commune pour l'échange des données bibliographiques, en tenant compte à la fois des besoins des bibliothèques et des services d'information. Lorsque cette présentation aura été convenue, le Groupe des systèmes d'information est disposé à apporter les modifications nécessaires à celle actuellement utilisée par le Système d'information pour le développement de façon à la rendre compatible avec la nouvelle présentation.

c) Fiabilité

56. Logiciel. Le MINISIS avait déjà été mis à l'épreuve avant son application par le Groupe des systèmes d'information et il avait été jugé fiable. La propre expérience du Groupe avec le logiciel a confirmé cette conclusion.

57. Langage d'indexage et de recherche. L'un des éléments à prendre en considération lorsque l'on évalue un thésaurus est le mécanisme de maintien et de mise à jour. Les nouveaux termes ajoutés au Macrothésaurus le sont avec l'accord de tous les utilisateurs, et l'on tient compte de leur expérience en ce qui concerne l'indexage d'une grande variété de documents courants relatifs au développement économique et social.

/...

d) Adéquation aux besoins

58. Logiciel. On a estimé que le MINISIS convenait particulièrement pour l'exploitation d'un système de recherche de l'information comme le Système d'information pour le développement, car il permet de faire de nombreuses recherches en direct et de produire des états imprimés sous n'importe quelle forme; de plus, il est d'une utilisation facile. Le système a été conçu pour se prêter à une installation dans les pays en développement où le recours à des mini-ordinateurs peut réduire les problèmes inhérents à l'utilisation d'un matériel dont l'entretien est complexe.

59. Matériel. Grâce aux progrès réalisés dans le domaine des mini-ordinateurs, un plus grand nombre d'institutions des pays en développement sont en mesure de mettre en place leur propre système d'information informatisé dans des domaines spécialisés. L'expérience acquise par le Groupe des systèmes d'information en ce qui concerne le fonctionnement d'un système d'information fondé sur un mini-ordinateur pourrait profiter aux pays en développement qui choisiraient d'utiliser un tel système.

60. Langage d'indexage et de recherche. Le Macrothésaurus a été créé spécialement pour l'indexage de la documentation relative au développement économique et social. Comme cela est indiqué au paragraphe 19, on l'a choisi pour l'indexage des documents compris dans le Système d'information pour le développement après avoir étudié ces documents et vérifié qu'il convenait pour ce type de documentation.

61. Données comprises dans les fichiers informatisés. Les présentations des données appropriées pour un système d'information comme le Système d'information pour le développement ont été recommandées par l'équipe d'étude du DEVSIS composée d'experts internationaux ayant l'expérience de la planification de systèmes d'information internationaux. On a jugé qu'elles convenaient pour la description des documents compris dans le Système d'information pour le développement.

e) Résumé

62. Le Système d'information pour le développement doit avant tout permettre de tirer profit au maximum des dépenses engagées par l'ONU dans ses projets de recherche et de coopération technique en facilitant l'accès à la vaste somme d'informations sur les activités déjà réalisées; de cette façon, on peut, lorsque de nouveaux travaux sont entrepris, se fonder sur les travaux achevés et tirer parti, lors des activités futures, de l'expérience acquise dans le passé, ce qui produit un effet cumulatif et permet d'éviter les efforts faisant double emploi.

63. On s'est efforcé de réduire les coûts au minimum (en utilisant des éléments existant déjà et en ayant recours à la technique du mini-ordinateur), et d'assurer la compatibilité avec d'autres systèmes d'information ayant des buts analogues (en ayant recours à un logiciel, un langage d'indexage et de recherche, et des présentations de données déjà largement utilisés).

/...

64. Les documents compris dans la base de données du Système d'information pour le développement ne se trouvant dans aucune autre base de données sur ordinateur, le Système d'information pour le développement ne fait double emploi avec aucune activité d'information entreprise ailleurs. Le Groupe des systèmes d'information ne vise pas à jouer le rôle d'une bibliothèque, mais à permettre l'accès aux documents stockés dans divers bureaux du Département des affaires économiques et sociales internationales, du Département de la coopération technique pour le développement et du Centre pour les établissements humains. Un système de recherche de l'information en direct du type de celui qui est appliqué est donc considéré comme convenant le mieux aux besoins des utilisateurs. Grâce au recours à un système commun et à des bases de données communes, on peut facilement avoir accès aux informations produites par divers bureaux organiques des Nations Unies ou à leur intention.

## VII. ACTIVITES POSSIBLES EN 1981-1982

65. L'Assemblée générale ayant décidé dans sa résolution 34/233 I de déterminer, à sa trente-cinquième session, s'il y a lieu ou non de maintenir le Groupe des systèmes d'information, les paragraphes suivants indiquent les activités qui pourraient être entreprises en 1981-1982, si l'Assemblée se prononce en faveur du maintien du Groupe.

a) L'élargissement de la base de données du Système d'information pour le développement de façon à couvrir un plus grand nombre de documents non publiés produits dans le domaine du développement économique et social par le Département des affaires économiques et sociales internationales, le Département de la coopération technique pour le développement et le Centre pour les établissements humains ou pour leur compte, en vue de couvrir l'ensemble des activités de développement;

b) L'augmentation des services conformément aux profils des utilisateurs établis à partir de l'analyse des réponses aux questionnaires;

c) L'établissement et la distribution à intervalles réguliers des Development Information Abstracts en vue de permettre au personnel des organismes des Nations Unies, aux gouvernements et aux institutions de recherche de se tenir au courant;

d) Le renforcement des liens de coopération avec les commissions régionales pour promouvoir l'échange d'informations entre le Système d'information pour le développement et les systèmes d'information informatisés mis en place ou devant être mis en place dans les commissions régionales;

e) La poursuite du projet visant à aider Habitat à produire régulièrement la bibliographie des rapports sur les établissements humains;

/...



f) La mise en liaison directe des organisations intéressées avec la base de données (par le recours aux techniques des télécommunications) compte tenu de l'intérêt manifesté à cet égard par les utilisateurs potentiels;

g) L'établissement d'une étude pour déterminer la meilleure façon de fournir des exemplaires des documents aux utilisateurs. Si un système d'information n'est pas complété par un système de distribution des documents adéquat, les besoins des utilisateurs ne sont pas totalement satisfaits. Lorsqu'on avait proposé la création du Groupe des systèmes d'information, on avait prévu la mise sur microfiches des documents référencés dans la base de données 11/. Pour illustrer l'ampleur des demandes de documents adressées au Groupe des systèmes d'information, on peut citer comme exemple la demande formulée récemment par un ministre chargé de planifier la construction, dans son pays, d'un grand ensemble de logements à bon marché et qui souhaitait obtenir un exemplaire de tous les nombreux documents sur la question référencés dans la base de données;

h) L'établissement de relations de travail plus étroites avec d'autres organismes des Nations Unies de façon à contribuer à une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des activités de développement des Nations Unies;

i) La fourniture d'une assistance au Bureau de la planification et de la coordination des programmes grâce à la mise sur ordinateur des données recueillies pour l'établissement des rapports sur les activités interorganisations. Une base de données d'essai a déjà été établie à cette fin et a donné de bons résultats.

---

11/ A/C.5/31/69, par. 11.

## VIII. COUTS ESTIMATIFS

### 1. Dépenses prévues pour 1980

66. Les coûts estimatifs présentés aux paragraphes 71 à 75 ci-après ont été établis à l'intention de l'Assemblée générale, qui devra décider s'il convient ou non de poursuivre la mise en oeuvre du système. Ces coûts sont fondés sur les dépenses prévues pour 1980, qui sont présentées ci-après.

67. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune offre de fonds extra-budgétaires n'avait été reçue pour financer l'exploitation du système au-delà de 1980.

68. Comme il est indiqué à l'annexe III du document A/C.5/34/5, le coût estimatif des opérations du Groupe pour 1980 s'élevait à 192 900 dollars. D'après les chiffres disponibles (allant jusqu'à fin juillet), les activités du Groupe en 1980 devraient occasionner des dépenses effectives de 167 000 dollars environ.

69. Au début de 1980, le solde des crédits alloués au Groupe pour 1978-1979 s'élevait à 85 000 dollars environ. En outre, la Suède a versé une somme de 25 000 dollars et le Canada a apporté une contribution de 26 000 dollars environ, correspondant au coût de location du matériel informatique. Le Japon a annoncé une contribution de 57 000 dollars, de sorte que le montant total des fonds disponibles en 1980 s'élevait à 193 000 dollars, dont 167 000 en liquidités.

70. Aux fins de l'application des politiques du PNUD en ce qui concerne les rapports sur les projets, le Département de la coopération technique pour le développement a demandé au Bureau des services financiers d'allouer, sur les fonds extra-budgétaires dont disposait l'ONU, un montant de 20 000 dollars au titre des activités de stockage et de recherche de l'information que réalisera le Groupe des systèmes d'information en 1980-1981. De son côté, le Groupe des systèmes d'information, comme suite à la demande de l'Assemblée générale (résolution 33/116 A, sect. II, par. 2) tendant à ce que les éléments d'information non publiés se trouvant dans les dossiers du Département de la coopération technique pour le développement soient pleinement utilisés dans le cadre d'arrangements appropriés avec le Groupe, a mis sur ordinateur un grand nombre de ces documents, ce qui permet au Département de rechercher rapidement les informations qui y sont contenues.

/...

## COUT ESTIMATIF ET DEPENSES POUR 1980

	Coûts estimatifs <u>a/</u>	Montant estimatif révisé
1. <u>Personnel</u>		
Traitements et dépenses communes de personnel pour deux administrateurs (1 P-5 et 1 P-3) et deux agents des services généraux (1 G-5 et 1 G-4)	139 900	124 000 <u>b/</u>
2. <u>Frais de voyage</u>	4 000	1 360
3. <u>Matériel</u>		
a) Matériel de traitement des données, et	26 000	5 940 (26 000) <u>c/</u>
b) Location d'une machine de traitement des mots	6 000	9 600 <u>d/</u>
4. Services spécialisés et matériaux	4 500	7 000 <u>e/</u>
5. Fournitures et services	12 500	19 000 <u>f/</u>
	<u>192 900</u>	<u>166 900</u>
Total général	<u>192 900</u>	<u>166 900</u>

a/ Ces coûts estimatifs figuraient dans le rapport présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session (A/C.5/34/5).

b/ Le poste de P-5 est demeuré vacant en 1980. Ce montant comprend huit mois de travail d'un agent engagé à titre temporaire à l'échelon P-2 ainsi que des dépenses communes de personnel de 1979 qui sont reportées.

c/ En ce qui concerne le matériel informatique dont avait besoin le Groupe en 1980, plusieurs possibilités ont été envisagées : exploitation en temps partagé, location ou achat ferme de matériel. L'exploitation en temps partagé ayant été jugée trop coûteuse et le Groupe ne pouvant s'engager au-delà de 1980, il a été décidé que la solution la plus efficace et économique consistait à louer du matériel avec option d'annulation ou d'achat ferme. Le Canada a financé l'opération de location-vente et le Groupe des systèmes d'information a pris en charge l'entretien du matériel ainsi que la location du terminal et de la ligne.

d/ Ce chiffre comprend un montant de 6 000 dollars représentant des dépenses reportées de 1979 ainsi que les dépenses correspondant aux six premiers mois de 1980.

e/ Ce montant comprend les frais d'impression et d'affranchissement de la documentation d'information et de deux numéros des Development Information Abstracts.

f/ Les montants estimatifs révisés tiennent compte de l'augmentation de prix.

/...

## 2. Coûts estimatifs pour 1981

71. Dans son rapport (JIU/REP/79/12), le Corps commun d'inspection a estimé que le coût annuel des opérations du Groupe s'élèverait à 250 000 dollars. Cependant, que l'on choisisse l'une ou l'autre des deux options présentées ci-dessous au paragraphe 74, les dépenses estimatives seraient inférieures à ce chiffre. L'option A correspond à l'achat ferme de matériel informatique au début de 1981 et l'option B à la prolongation du contrat actuel de location de matériel à raison de 26 000 dollars par an pendant cinq ans. Selon l'option A, les dépenses estimatives pour 1981 s'élèveraient à 218 500 dollars environ. Si cette option était retenue, on prévoit que les dépenses de fonctionnement du Groupe pour 1982 et les années ultérieures tomberaient à environ 145 000 dollars en prix constants, étant donné que le matériel aurait été acheté une fois pour toutes. Selon l'option B, les dépenses estimatives pour 1981 s'élèveraient à 171 000 dollars. En prix constants, le budget du Groupe resterait au même niveau jusqu'en 1986, date à laquelle le matériel serait payé en vertu de l'accord de location-vente; après quoi, les dépenses annuelles de fonctionnement retomberaient à 145 000 dollars environ en prix constants. On trouvera ci-après une analyse des dépenses estimatives de fonctionnement du Groupe pour 1981.

72. Personnel. Les dépenses de personnel ont été estimées sur la base de l'effectif minimum nécessaire pour gérer le Système d'information pour le développement. Il faut noter toutefois qu'à l'origine, le Groupe devait avoir pour fonction d'améliorer la coordination des systèmes d'information au sein du Département. Si l'on décide de confier à nouveau ces activités au Groupe, il sera nécessaire de créer un poste supplémentaire de façon que le Groupe puisse s'acquitter de ces importantes responsabilités.

73. Frais de voyage. Les dépenses prévues au titre des frais de voyage ne concernent que les déplacements essentiels pour assurer la compatibilité entre le Système d'information pour le développement et les systèmes d'information des commissions régionales, de façon à favoriser l'échange d'informations entre le Secrétariat et les commissions régionales. En 1981, une visite est prévue dans chaque commission régionale. Si cela est possible et permet de réaliser des économies, les visites aux différentes commissions régionales seront regroupées en un seul voyage.

74. Matériel de traitement des données. Pour disposer du matériel informatique nécessaire au fonctionnement du Système d'information pour le développement, le Groupe des systèmes d'information a le choix entre deux solutions : a) achat ferme de matériel; b) location d'un mini-ordinateur avec option d'achat. Etant donné que, vu les taux d'intérêt actuels, le taux applicable à un accord de location-vente sur cinq ans serait de 12,5 p. 100 environ, l'achat ferme de matériel semble la solution la plus économique. Après 1980, le coût de l'informatisation du Système d'information pour le développement serait donc limité aux (faibles) dépenses annuelles correspondant à l'entretien du matériel. On trouvera dans le tableau ci-après une comparaison entre les dépenses totales (y compris le coût d'acquisition du matériel et les frais d'entretien de ce matériel) qui seraient engagées pour chacune des deux options pendant cinq ans.

/...

		1981	1982	1983	1984	1985	Total
OPTION A	Achat	73 500					73 500
	Entretien	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>47 500</u>
	Total	<u>83 000</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>121 000</u>
<hr/>							
OPTION B	Location	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	130 000
	Entretien	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>	<u>47 500</u>
	Total	<u>35 500</u>	<u>35 500</u>	<u>35 500</u>	<u>35 500</u>	<u>35 500</u>	<u>177 500</u>

L'achat ferme de matériel en 1981 reviendrait à 73 500 dollars, alors que, si l'on échelonnait les versements sur une période de cinq ans, le coût total d'acquisition s'élèverait à 130 000 dollars.

75. On trouvera ci-après les coûts estimatifs pour 1981 dans l'hypothèse où l'Assemblée générale déciderait de poursuivre la mise en oeuvre du système.

	OPTION A (dollars)	OPTION B (dollars)
1. Personnel		
Traitement de deux administrateurs (1 P-4, 1 P-2) et de deux agents des services généraux (un agent de première classe et un agent d'une autre classe), y compris les dépenses communes de personnel	120 500	120 500
2. Frais de voyage		
Consultations avec les organisations des commissions régionales	4 000	4 000
3. Matériel		
a) Matériel de traitement des données		
Mini-ordinateur	Achat 73 500	Location 26 000
Entretien, à raison de 790 dollars par mois	<u>9 500</u>	<u>9 500</u>
Total partiel	<u>83 000</u>	<u>35 500</u>

/...

	<u>OPTION A</u> (dollars)	<u>OPTION B</u> (dollars)
4. Services et matériel spécialisés		
Ressources pour les services de référence	1 000	1 000
Mise à jour du logiciel	2 500	2 500
Fournitures pour le traitement des données	1 500	1 500
Reproduction de l' <u>abstract journal</u>	6 000	6 000
	<hr/>	<hr/>
Total partiel	<u>11 000</u>	<u>11 000</u>
TOTAL	<u>218 500</u>	<u>171 400</u>

/...

ANNEXE

RESUME ET CONCLUSIONS DU RAPPORT D'EVALUATION DE L'UNESCO SUR LE  
SYSTEME D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT

L'étude décrite dans le présent rapport a été effectuée pour l'UNESCO par un évaluateur indépendant. L'UNESCO a joué un rôle analogue dans l'évaluation d'autres systèmes utilisés par les organismes des Nations Unies, AGRIS et INFOTERRA.

Cette enquête a été entreprise pour donner à l'Assemblée générale quelques indications sur la question de savoir si le Système d'information pour le développement doit être maintenu. Le Système a été considéré du point de vue des résultats qu'il a donnés jusqu'ici, de sa valeur, du soutien financier qu'il a reçu et des demandes dont il a fait l'objet, ainsi que de ses rapports (y compris sa compatibilité) avec les autres activités en matière de traitement de l'information menées aux Nations Unies et ailleurs.

D'un point de vue strictement technique, il y a peu de choses à reprocher au Système. Les décisions prises à son sujet, notamment en ce qui concerne la présentation de la base de données et le mode d'application, se justifient du point de vue technique, et la qualité du catalogage, de l'indexage et de l'analyse documentaire est assez bonne pour que l'on puisse accéder aisément aux informations contenues dans la base de données.

Les décisions prises pour assurer la compatibilité du Système avec d'autres systèmes qui permettent d'accéder aux documents concernant le développement ont été jugées bonnes, même si une telle compatibilité a été obtenue au prix d'une réduction de la compatibilité avec l'UNBIS.

Les documents auxquels le Système permet d'accéder contiennent les conclusions d'enquêtes menées à grands frais par les Nations Unies. On estime que cette base de données a une grande valeur potentielle, notamment pour les pays en développement. Une grande partie des informations auxquelles elle donne accès ne serait pas, sans elle, aussi largement diffusée. En outre, le coût du Système ne représente qu'une petite fraction des dépenses nécessaires pour produire les informations auxquelles il donne accès. On constate un intérêt évident pour le Système de la part de certains secteurs des Nations Unies, de certains Etats Membres et d'autres organismes internationaux.

Bien que le Système ait une grande valeur potentielle, les limitations actuelles de la base de données et du mandat du Groupe tendent à restreindre le nombre de ses utilisateurs potentiels. Ces limitations posent des problèmes de "visibilité" et d'"image". Il faudrait y remédier par une promotion active. En termes de service réel, le Groupe n'a pas obtenu, depuis deux ans et demi, les résultats espérés. Il faut donc évaluer son action du point de vue de ce qu'on peut en attendre plutôt que des résultats obtenus jusqu'ici.

/...

Le Système d'information pour le développement a une réelle valeur potentielle, mais cette valeur pourrait être sensiblement accrue s'il devenait un élément intégral et central d'un réseau mondial de sources d'informations pour le développement. Le maintien du financement du Groupe se justifie essentiellement par le rôle que ce groupe peut jouer en fournissant le cadre et les connaissances techniques nécessaires pour créer et maintenir un réseau efficace qui permette d'accéder à toutes les ressources que l'information offre pour le développement économique et social.

-----